

## **Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté**

**N° 131- 11 mai 2009**

*Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes).*

*Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et à vos ami-es.*

- 
- 1 - Suite mobilisation contre Orelsan (voir dernier Courrier de la MMF)
  - 2 - Prostitution - Pourquoi nous sommes abolitionnistes - Texte de la MMF
  - 3 - Lettre aux candidat-es pour les Elections Européennes - Poser les bases d'une Europe sans prostitution - Mouvement du Nid
  - 4 - Plaidoyer pour les élections européennes - Mouvement du Nid
  - 5 - lettre aux candidat-e-s aux élections européennes - Réseau Féministe « Ruptures »
  - 6 - Les religions n'aiment pas les droits des femmes - Geneviève Fraisse

---

### **MOBILISATIONS**

**1 - Suite mobilisation contre Orelsan** (voir dernier Courrier de la MMF)

Cette mobilisation a continué depuis le dernier Courrier : des interventions ont eu lieu dans les villes où il s'est produit (Bourges, Lille, notamment pour expliquer au public présent en quoi les textes des chansons incriminées étaient graves ; des associations et organisations ont continué à envoyer des communiqués (voir celles de la Fédération nationale Solidarité Femmes, d'Amnesty international, des Alternatifs, du Parti socialiste...).

#### **Rassemblement devant le Bataclan**

**50 boulevard Voltaire 75011 Paris**  
à 18h30 le 13 mai 2009

Retrouvons nous,  
filles et garçons, femmes et hommes,  
contre le sexisme et la violence !  
pour dire notre indignation,  
Notre solidarité et notre volonté d'agir

Nous, associations et mouvements continuons de dénoncer et de manifester notre indignation devant le contenu des chansons d'OrelSan. Ces textes, accessibles sur internet et/ou interprétés sur scène sont une incitation à la haine envers les femmes. Ils banalisent la violence, le viol et le sexisme en faisant l'apologie de traitements dégradants à l'encontre des femmes et surtout des jeunes filles. Le sexisme et l'homophobie sont des atteintes à la dignité humaine tout autant que le racisme la xénophobie ou l'antisémitisme. L'art ne saurait être la caution d'aucun de ces fléaux qui attaquent notre société et qui ne sont pas des opinions mais des délits. Encourager leur propagation sous quelques formes que ce soit est gravement préjudiciable au mieux vivre ensemble et à la non-violence.

Nous, associations et mouvements sommes solidaires des associations (Pulsart association nationale d'action artistique auprès des jeunes en difficulté et d'autres associations agissant pour les droits et l'autonomie des femmes) mises en demeure par l'avocat d'OrelSan le 22 avril dernier « d'interrompre immédiatement toutes [leurs] actions de nature à porter atteinte au bon déroulement de la carrière d'Orelsan ». Nous connaissons trop l'importance et le prix de la liberté d'expression pour ne pas accepter qu'elle soit détournée au profit de propos violents et dangereux pour l'égalité des sexes.

Nous, associations et mouvements, avons choisi de mener une action non violente devant le Bataclan à Paris le 13 mai à partir de 18h à l'occasion du concert parisien du chanteur. Nous manifestons régulièrement pour dénoncer les atteintes aux droits des femmes et à leur dignité nous ne pouvons accepter que les propos proférés par OrelSan ne rencontrent aucune contestation quand on sait qu'en 2007 166 femmes sont mortes des suites des violences de leur compagnon ou ex-compagnon.

Nous appelons le milieu artistique à nous rejoindre, ce milieu qui a su s'indigner de la mort de Marie Trintignant ne peut accepter l'atteinte à sa mémoire scandée dans la chanson « Suce ma bite pour la Saint-Valentin ». La jeunesse est le terreau sur lequel se construira une future société non sexiste, elle vaut mieux que ses textes dégradants et violents.

Signataires :

*Association Droits des Femmes, Chiennes de Garde, Collectif national pour les droits des femmes( CNDF), Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), Coordination française pour le Lobby européen des femmes (CLEF), Coordination Lesbienne en France (CLF), Fédération nationale solidarité femmes (FNSF), Femmes Solidaires, La Meute, Marche Mondiale des Femmes France, Paroles de femmes Massy, Pluri'elles Algérie, Nouveau Parti Anticapitaliste NPA...*

## **TEXTES**

### **2 - Pourquoi nous sommes abolitionnistes - Texte de la Coordination Française de la Marche Mondiale des Femmes**

*Ce texte, adopté par la réunion nationale des 13 et 14 mai 2007 après amendements et débat, est le texte de la Coordination Française de la MMF sur la prostitution.*

La structure patriarcale de nos sociétés et le néolibéralisme alimentent le commerce du sexe, base de l'esclavage sexuel des femmes et des jeunes filles

Du nord au sud, de l'Est à l'Ouest, les femmes vivent dans un contexte politique dominé par le patriarcat et le capitalisme. Ce sont des systèmes d'organisation sociale où les femmes sont considérées comme des objets disponibles, une marchandise à l'usage des hommes.

La conception patriarcale de la sexualité masculine est une des bases de la banalisation et de la pérennité du système prostitutionnel.

La hiérarchisation des genres valorise le sexe masculin. Les hommes sont présentés comme forts, dominateurs, virils, guerriers, conquérants, consommateurs de sexe. Dans le même temps on dévalorise, on humilie, on s'approprié le corps des femmes.

Le besoin sexuel masculin serait si irréprensible qu'il serait nécessaire de satisfaire immédiatement ses pulsions auprès des prostituées afin de protéger les autres femmes (femme prostituée = femme sacrifiée à l'ordre social).

Cette vision relève d'une construction sociale et culturelle qui crée un homme dominant et une femme et des enfants dominés. La virilité à laquelle sont assignés les hommes, le mutisme et la négation de l'être, assortis d'une disponibilité totale et d'une soumission intériorisée, pour les femmes ne sont pas questionnés. Le petit garçon apprend qu'il appartient au clan des mâles, des dominateurs, la petite fille apprend à entrer dans les stéréotypes de genre.

Aujourd'hui, l'idéologie libérale vise à normaliser la prostitution, la faisant passer pour un avantage pour les femmes, elle la dissimule sous la terminologie "travail du sexe". L'exploitation sexuelle des êtres les plus vulnérables, les femmes et les enfants, est ramenée à l'exploitation qu'exerce le capital dans le cadre du travail. Tout est supposé pareil : prostituée, caissière au supermarché, femme de ménage, secrétaire ou serveuse du moment qu'en échange d'un salaire, on accepte de se contraindre à des horaires, des règlements ou autres hiérarchies. Les tenants de la légalisation de la prostitution (les réglementaristes) amalgament toutes ces situations.

L'économie marchande construit de toutes pièces la sexualité et contrôle les lieux de la sexualité, ses conditions d'exercice dans des formes dites archaïques (prostitution de rue...) ou dite modernes : (nébuleuse des bars, lieux de divertissements, salons de massage, hôtels, sex-shops, cyber-sex, production et tournage de films pornographiques, minitel rose ...)

L'imaginaire qui se construit à partir de la marchandisation des corps nous rend toutes et tous vulnérables. Tant qu'un individu pense qu'il peut s'approprier, y compris de manière imaginaire, contre de l'argent, le corps d'une personne, chacun, chacune de nous est et sera prostituable. Complices de cet état de fait, les médias (espaces publicitaires, télévision, presse, Internet...) véhiculent des images pornographiques où les femmes sont accessibles sexuellement, de façon volontaire, pour assouvir les besoins, soi-disant incontrôlables des hommes. Ils créent des images où les femmes aiment être violées et prostituées. Ils participent ainsi de la construction de l'imaginaire des jeunes garçons qui filment ou visionnent des scènes de viols collectifs pour les diffuser à leurs copains comme des trophées ou comme des rites initiatiques à leurs premiers rapports sexuels. Ils confinent les femmes dans les registres de la honte et de la soumission et de la culpabilité.

Ainsi le marché construit et transmet des images et des imaginaires patriarcaux pour contrer la liberté des individu-e-s, canaliser leurs énergies, les rendre vaines et s'opposer à une réelle libération des rapports humains.

La mondialisation néolibérale accentue les inégalités économiques, exploite le travail des femmes et leur enlève le contrôle sur les ressources qu'elles produisent. Elle provoque l'expropriation des terres que les femmes ont transformées en surfaces agricoles, elle accélère leur licenciement, l'augmentation du nombre de contrats de travail de courte durée, les bas salaires, des millions de femmes sont ainsi appauvries. Ces inégalités sont accrues dans les pays du Sud, par la non-scolarisation massive des petites filles et le nonaccès des femmes à la santé. Face à cette situation, les femmes précarisées n'ont d'autre solution que d'immigrer et d'entrer dans le marché prostitutionnel.

Le récent *Accord général sur le commerce des services* de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) libéralise le tourisme. Dès lors, des investissements sans mesure dans le secteur de la prostitution sont faits pour rendre disponibles les femmes et les enfants

pauvres considéré-es comme des "ressources" vendues aux touristes. Ces politiques mises en place par les gouvernements nationaux et encouragées par le FMI et la Banque mondiale prétendent sortir ces pays du mal-développement

Corollaire de l'appauvrissement massif des femmes, le système prostitutionnel s'est propagé. Il est devenu une "industrie" mondiale accumulant des profits colossaux sur la misère et le trafic des êtres humains.

Le commerce des corps est une violation flagrante de l'intégrité des femmes, de leur droit à l'autonomie et à la dignité. Le corps des femmes est un terrain et un enjeu majeur pour le patriarcat dont le capitalisme diffuse les modèles sexuels

Légaliser la prostitution (la réglementer), c'est légitimer les violences faites aux femmes.

Dans la prostitution, les femmes, contre de l'argent, acceptent (ou subissent) des positions qui entérinent un rapport inégalitaire de genre, source de violences.

Elles sont utilisées sexuellement par de nombreux hommes, qui sont nos pères, nos frères, nos maris, nos amis, nos amants, nos fils, clients (prostitueurs) et proxénètes. Dans ce contexte, les femmes risquent d'être agressées, violées, battues. Elles peuvent subir des actes sadiques, du harcèlement sexuel, des injures verbales. A force de vivre dans un climat de peur, de violences physiques et psychiques, elles sont nombreuses à recourir à la drogue, à l'alcool ou au suicide pour oublier les traumatismes de leur vie quotidienne.

Considérer les femmes comme des objets que l'on achète, l'argent remplaçant toute capacité relationnelle, tout respect, c'est construire une société déshumanisée, violente où l'argent domine toutes les sphères de notre vie, y compris les plus intimes.

L'argent permet aux prostitueurs de se dédouaner de toute responsabilité (risque de grossesse non désirée, de transmission de maladies vénériennes, du sida...) vis-à-vis des êtres dont ils disposent.

La réglementation de la prostitution amplifie l'existence du trafic : c'est un moyen de s'assurer que la demande en corps de femmes afin d'approvisionner l'industrie du sexe est pourvue sans aucun frein.

Dans un contexte de pauvreté, la réglementation aggrave les violences à l'égard des femmes. Les femmes et les fillettes étant disponibles contre de l'argent, elles ne peuvent plus se soustraire au viol et aux violences qui leur sont faites. Elles sont réduites à un véritable esclavage sexuel. Ce qui est grave c'est que dans un tel cadre réglementariste, les violences auxquelles sont soumises les femmes et les jeunes filles sont banalisées et considérées comme des dommages collatéraux de la "pratique du sexe".

Les tenants du réglementarisme, que nous dénonçons, postulent qu'il peut y avoir une «prostitution libre». Lorsqu'on n'a pas d'autre choix, que la misère économique affame les hommes, les femmes et les enfants, que l'imaginaire des peuples du Nord et du Sud est violé, lorsque la domination économique, culturelle et un certain modèle social du Nord sont les

seules références reconnues, alors la prostitution se développe. C'est parfois la seule issue pour survivre. Appeler cela un choix est une aberration du système libéral.

La force de ce système d'exploitation est de faire croire aux possibilités de libération par un marché prétendument neutre et d'induire le consentement des personnes marchandisées pour entériner le plus archaïque des rapports de forces. La prostitution (sans argent, pas de sexe) dissimule donc le rapport de domination. L'argent rend invisible ce rapport, il le banalise. Faire adhérer l'individu-e à ce système permet d'anesthésier toute velléité de révolte et de résistance. L'individu est isolé de son milieu affectif et social. Le nec plus ultra de la libération par le marché semble atteint. "Mon corps, ma petite entreprise", disent-ils.

L'économie libérale mondialisée détruit au plus profond des sociétés les liens sociaux, les liens de solidarités, vidant de sens les luttes politiques et substituant la soif d'argent et de consommation à toute utopie du vivre ensemble. Au nom de la liberté individuelle, les individu-e-s atomisés, séparés de tout, libérés de toute appartenance sont renvoyés à la solitude pour mieux servir des intérêts particuliers travestis en intérêts globaux. L'individualisme serait le dernier recours pour se protéger d'un monde en débâcle.

Au delà des contraintes économiques, réfuter l'idée qu'il s'agit là de choix, c'est prendre en compte des facteurs autres, plus insidieux, parfois moins conscientisés.

*L'entrée des femmes dans la prostitution est souvent liée :*

- A une expérience personnelle antérieure d'inceste et/ou de viol, au rejet cynique de leur famille et/ou de leur communauté, quand elles parlent de cette situation; aux pressions culturelles qui leur imposent d'être vierges au moment du mariage et/ou de subir un mariage forcé...
- Elle peut aussi être conditionnée par la place et le rôle des femmes dans leurs relations avec les hommes, le mythe de la femme séductrice, de la disponibilité sexuelle dont les femmes doivent faire la preuve dans nos sociétés «libérées».

Le fait que les femmes soient souvent engagées émotionnellement avec ceux qui les violentent a des conséquences importantes : des actes qui seraient punis s'ils étaient pratiqués par un patron, un employé, un voisin ou une connaissance restent souvent impunis quand ils sont commis par des hommes au sein de la famille ou dans le cadre du système prostitutionnel.

Face à des choix individuels marginaux, plus ou moins libres en réalité, il y a toujours une multitude de situations de contraintes et, dans le cas de la prostitution, il s'agit de la contrainte la plus violente qui soit, celle qui marque la condition d'objet sexuel qu'est potentiellement toute femme pour tout homme. Se prostituer n'est pas le plus vieux métier du monde c'est la plus brutale des façons pour se dédouaner du viol et des violences que l'ont fait subir à autrui.

La prostitution n'est pas ce à quoi rêvent les petites filles pour leur futur. Les petites filles ont besoin d'aller à l'école, de vivre leur enfance, de développer leur personnalité, de découvrir et de rêver le monde, protégées et respectées par les adultes qui les entourent.

Peut-on accepter et trouver normal qu'un enfant pauvre né à Bamako, à Calcutta ou dans une banlieue pauvre du Nord commence sa vie d'adulte en se prostituant sur un trottoir à Toulouse, à Hambourg ou dans une grande métropole du Sud ou du Nord ? Est-ce un rêve d'enfant ? Est-ce un rêve de parent ? Est-ce une aspiration d'individu-e libre ?

Les violences, les abus sexuels dont souffrent les femmes et les filles victimes du système prostitutionnel ont des conséquences néfastes pour leur santé physique et psychique. Elles sont du même ordre que pour les femmes et les filles battues et violées.

Ces femmes prostituées témoignent que si d'autres options étaient possibles, si le monde était différent, si la prostitution n'était pas un piège pour des filles blessées et appauvries, elles ne supporteraient pas d'y être.

Revendiquer que la prostitution peut être un choix, légaliser le système prostitutionnel, c'est perpétuer la plus vieille marque de soumission d'un sexe à l'autre, c'est aussi légitimer les pires violences et aboutir à une impasse dans laquelle sont enfermées les personnes qui se prostituent.

### **NOUS REFUSONS LES POLITIQUES REGLEMENTARISTES**

Elles confortent le système du mâle dominant et de l'argent roi.

Elles assignent les femmes prostituées à leur place.

Elles ne remettent pas en cause les rôles traditionnels dévolus aux femmes et aux hommes.

Elles légitiment et banalisent l'usage des femmes comme marchandises sexuelles.

Les politiques réglementaristes pérennisent le système prostitutionnel. Notre libération ne peut passer que par son abolition.

### **QUE VOULONS-NOUS ?**

- Nous voulons un monde où aucune femme, aucun être humain ne soit prostituable ni considéré comme un être inférieur.
- Que tout enfant (fille ou garçon) ait droit, dès son plus jeune âge, à une éducation sexuelle et au respect de sa propre individualité.
- Qu'une réelle politique d'éducation et de prévention sur les conséquences de la prostitution soit mise en place et développée pour tous les publics dans tous les territoires.

*Agissons pour un monde libre de toute forme de violence.*

- Dénonçons le marché prostitutionnel, ses flux et ses trafics qui offrent en pâture le corps des femmes,
- Visons, non à frapper les victimes, elles sont et doivent être considérées comme des citoyennes à part entière.
- Responsabilisons et pénalisons les prostitueurs,
- Attaquons-nous aux racines du trafic sexuel et de la prostitution : n'acceptons pas que la traite et la prostitution soient présentées comme un travail pour celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix pour survivre économiquement,
- Combattons les politiques de l'OMC lorsqu'elles exacerbent la vulnérabilité des jeunes filles et des femmes,
- Exigeons l'application immédiate des textes internationaux adoptés par l'ONU, en particulier contre le tourisme sexuel, appliquons les sanctions prévues avec une plus grande fermeté pour les personnes qui enfreignent la loi.



- Exigeons la mise en place d'urgence, de solutions de premiers secours : structures d'accueil, lieux de parole et d'écoute, logements accessibles...
- Organisons-nous avec les femmes prostituées, luttons en nous attaquant aux structures de pouvoir, favorisons l'insertion sociale et professionnelle par la mise en place et le développement de formations appropriées.

Abolissons les structures d'inégalité porteuses de violence pour les remplacer par des alternatives sociales et féministes.

Luttons pour l'abolition du système prostitutionnel et la mise en place d'un monde où les valeurs de la Marche mondiale des femmes : liberté-égalité-justice-paix-solidarité soient les valeurs qui régissent les rapports entre les individu-e-s en élaborant des mesures concrètes politiques, économiques, sociales et culturelles. Elles doivent être prises et appliquées au niveau des Etats et au niveau mondial dans le cadre de l'ONU.

Cette lutte n'est pas la lutte de quelques-unes, elle nous concerne toutes et tous.

### 3 - Lettre aux candidat-es pour les Elections Européennes - Poser les bases d'une Europe sans prostitution - Mouvement du Nid

En refusant le proxénétisme, En rejetant le droit d'acheter un rapport sexuel, En défendant le droit à ne pas être prostitué-e, Posez les bases d'une Europe sans prostitution

*Clichy, le 31 mars 2009*

Cher-e candidat-e aux élections européennes, Cher-e candidat-e aux élections européennes de jurer  
Témoins des violences quotidiennes subies par les milliers de personnes prostituées que nous  
rencontrons et accompagnons chaque année ; En refusant le proxénétisme  
Dépositaires des témoignages accablants que ces personnes ont eu le courage de livrer pour  
rompre le silence et faire que leur parole serve à d'autres, malgré tous les regards  
stigmatisants ; En défendant le droit à ne pas être prostitué-e

Convaincus que la prostitution sous toutes ses formes porte atteinte à la dignité de la  
personne, constitue un obstacle majeur à l'égalité entre hommes et femmes, et demeure le  
moteur de la traite des êtres humains ;

*Clichy, le 31 mars 2009*

Désireux de vivre dans une Europe excluant le corps humain et la sexualité du champ du  
marché ;

Cher-e candidat-e aux élections européennes,  
Nous citoyen-ne-s européen-ne-s, engagé-e-s dans la défense des droits humains auprès des  
personnes prostituées et victimes du système prostitutionnel, nous invitons à poser les bases  
d'une Europe sans prostitution en vous engageant à :

- Exiger la suppression de toute mesure répressive envers les personnes prostituées et les  
victimes de la traite des êtres humains ;  
Dépositaires des témoignages accablants que ces personnes ont eu le courage de livrer  
rompre le silence et faire que leur parole serve à d'autres, malgré tous les regards stigmatisants
- Lutter contre toutes les formes de proxénétisme et refuser sa légalisation ;
- Lancer des campagnes de dissuasion envers les clients proxénètes et établir une norme  
interdisant tout achat de rapport sexuel ;  
Convaincus que la prostitution sous toutes ses formes porte atteinte à la dignité de la  
personne, constitue un obstacle majeur à l'égalité entre hommes et femmes, et demeure le  
moteur de la traite des êtres humains ;
- Promouvoir des politiques crédibles d'alternatives à la prostitution pour toutes les  
personnes Désireux de vivre dans une Europe excluant le corps humain et la sexualité du champ du marc
- Promouvoir la mise en place de politiques de prévention de la prostitution et d'éducation à  
une sexualité respectueuse et libre.  
Nous citoyen-ne-s européen-ne-s, engagé-e-s dans la défense des droits humains auprès  
des personnes prostituées et victimes du système prostitutionnel, vous invitons à poser les bases  
d'une Europe sans prostitution en vous engageant à :

- Exiger la suppression de toute mesure répressive envers les personnes prostituées et  
victimes de la traite des êtres humains ;
- Lutter contre toutes les formes de proxénétisme et refuser sa légalisation ;

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette lettre et en saluant votre engagement politique au niveau européen, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Grégoire Théry Secrétaire général ; Bernard Lemettre Président

#### **4 - Plaidoyer pour les élections européennes** - Mouvement du Nid

*En direction des personnes prostituées :*

Ce que nous constatons :

Les femmes et les jeunes filles constituent l'immense majorité des personnes prostituées, victimes ou non de la traite des êtres humains. Cette traite demeure, pour l'essentiel, destinée à alimenter la prostitution.

De nombreux Etats membres maintiennent des politiques répressives envers les personnes prostituées : pénalisation du racolage (France), interdiction de la prostitution de rue (Italie).

Les Etats membres ne se donnent pas les moyens de prévenir le risque prostitutionnel et d'offrir de réelles alternatives à la prostitution.

Ce que nous voulons :

- La suppression des mesures répressives à l'encontre des personnes prostituées.
- La reconnaissance des victimes de la traite indépendamment d'une dénonciation, des permis de séjour et de travail pour celles qui entament une démarche d'insertion.
- Un soutien financier étendu à des programmes de lutte contre la prostitution et non cantonnés à la seule traite des êtres humains : services spécialisés offrant écoute et alternatives à la prostitution aide à l'émergence de groupes de « survivantes » de la prostitution...
- L'abandon de la distinction entre « prostitution forcée » et « prostitution libre » dans les textes de l'Union Européenne, le consentement des personnes étant sans incidence sur les violences qu'elles subissent.

*Envers les clients prostitueurs*

Ce que nous constatons :

- Les ONG de plusieurs Etats membres (Suède, Bulgarie, Hongrie, Danemark, etc.) ont lancé des campagnes de dissuasion des clients ainsi que l'exigent les textes internationaux sur la traite des êtres humains : Protocole de Palerme (art 9.5, 2000), Convention de Varsovie (art.6, 2005). - La pénalisation des clients prostitueurs porte ses fruits. La Suède, par exemple, n'est plus un marché attractif pour les trafiquants. (Rapport annuel sur la traite des êtres humains, Suède, 2007).

- L'invisibilité et l'impunité des clients prostitueurs demeurent la règle presque partout.

Ce que nous voulons :

- La mise en œuvre de campagnes de dissuasion en direction des clients prostitueurs, premiers agresseurs des personnes prostituées et responsables directs de la traite des femmes.
- Des mesures d'ordre éducatif, social, culturel, pour décourager la « demande ».
- Une législation interdisant tout achat de rapport sexuel.

*Envers les proxénètes*

Ce que nous constatons :



Certains Etats luttent fermement contre le proxénétisme. Ils en condamnent toutes les formes. La France pourrait à cet égard être un modèle si ses lois étaient réellement appliquées.

La coopération policière et judiciaire, et notamment l'utilisation du mandat d'arrêt européen, montre son efficacité dans le démantèlement de réseaux proxénètes transnationaux.

Certains Etats membres considèrent les proxénètes comme des « entrepreneurs du sexe » (Pays-Bas, Allemagne, Autriche ...). Ils font eux-mêmes le constat des dimensions de plus en plus incontrôlables de la criminalité organisée et de la traite des femmes. Au lieu d'améliorer la situation des personnes prostituées, ils banalisent le système prostitutionnel et sa violence.

Ce que nous voulons :

- Une lutte résolue contre toutes les formes de proxénétisme, y compris invisible (salons de massage, petites annonces, Internet...) et contre l'industrialisation de la prostitution.
- L'abrogation des politiques de dépénalisation du proxénétisme.
- Une application réelle des peines prévues contre les proxénètes.
- Une coopération européenne permettant de démanteler les réseaux financiers du proxénétisme.

#### *Envers la société*

Ce que nous constatons :

La dégradation des relations filles/garçons va de pair avec la persistance des violences faites aux femmes dont les textes européens soulignent les dimensions alarmantes.

La banalisation de la prostitution et de la pornographie entraîne de plus en plus de jeunes dans une activité présentée comme « glamour » dans les médias et l'industrie du loisir.

Le nouvel ordre sexuel, allié à l'ordre marchand, parvient à renvoyer les femmes dans le périmètre du « service sexuel » au lieu de favoriser leur émancipation et leur représentation en politique.

Ce que nous voulons :

- L'intégration de la prostitution dans les campagnes contre les violences.
- Des stratégies pour un changement des préjugés culturels et stéréotypes sexistes.
- Des règles éthiques dans le traitement médiatique de la prostitution et de la traite.
- La mise en œuvre de politiques de prévention du risque prostitutionnel dans les pays de l'Union Européenne et les pays d'origine de la traite.
- Une éducation à la sexualité fondée sur le désir partagé et le respect de l'autre.

Engagez-vous à poser les bases d'une Europe sans prostitution en écrivant à :

[elections2009@mouvementdunid.org](mailto:elections2009@mouvementdunid.org) ou Mouvement du Nid, Élections européennes 2009, 8 bis rue Dagobert, BP 63 - 92114 Clichy cedex - France

#### **5 - lettre aux candidat-e-s aux élections européennes** - Réseau Féministe « Ruptures »

Madame, Monsieur,

La montée des pouvoirs religieux aspirant à jouer un rôle social et politique en Europe et, d'autre part, la complaisance de certains pouvoirs politiques à leur égard ont pour conséquence un indéniable recul des droits humains des femmes. Face à cette inquiétante situation, plusieurs associations féministes ont constitué un groupe de travail qui a pour objectif de lutter contre cette imbrication du politique et du religieux.

Nous, associations et signataires de cette lettre, nous vous demandons de nous préciser quelles mesures vous comptez prendre pour :

- Mettre en oeuvre l'application de la Résolution du Conseil de l'Europe « *Femmes et religions en Europe* » (Document 10670 du 16 septembre 2005) selon laquelle « *La liberté de religion ne peut être acceptée comme un prétexte pour justifier les violences des droits des femmes, quelles soient flagrantes ou subtiles, légales ou illégales, pratiquées avec ou sans le consentement théorique des victimes - les femmes* » ;
  - Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en garantissant une séparation claire et nette entre les Eglises et les Etats, ainsi que les structures politiques de l'Union européenne ;
  - Garantir le droit à l'IVG et à la contraception libres, accessibles et gratuits pour toutes les femmes dans tous les pays de l'Union européenne ;
  - Garantir que les institutions publiques : hôpitaux, justice ... accueillent et traitent les femmes et les hommes sans distinction de sexe, ni de religion ;
  - Supprimer la reconnaissance juridique des mariages religieux dans le droit civil des pays européens admettant ces pratiques ; garantir l'accès au mariage civil et l'égal accès au divorce pour tous-tes les citoyen-nes ;
  - Veiller à ce qu'aucune subvention publique ne soit accordée aux organisations confessionnelles qui violent les droits des femmes et des petites filles ;
  - Supprimer l'enseignement des religions par des personnels religieux dans l'enseignement public ;
  - Garantir l'asile dans les états membres de l'Union européenne de toutes les femmes victimes ou menacées de persécution liées aux pratiques religieuses de leur pays ;
  - Garantir que les femmes soient reconnues comme titulaires de droits en leur nom propre et non indirectement par l'intermédiaire de leur père, de leur mari ou de tout autre parent.
- Les réponses que vous nous adresserez seront communiquées aux membres de nos associations.

Nous vous remercions d'apporter des réponses précises à nos demandes.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à nos sentiments cordiaux.

*Réseau Féministe « Ruptures »*

## **6 - Les religions n'aiment pas les droits des femmes** - Geneviève Fraissse - L'humanité 14 mars

Comment le Vatican peut-il condamner l'IVG d'une fillette violée ? Le Vatican a du mal avec l'Holocauste : du mal parce qu'il n'a pas brillé au XXe siècle pour le dénoncer ; du mal parce qu'il est capable de soupeser avec légèreté, au XXIe siècle, le négationnisme d'un de ses prélats.

Or, depuis longtemps, nous le savons, les militants anti-avortement dénoncent l'IVG comme un acte similaire à l'Holocauste. Nous sommes des « survivants », clament les pro-vie, car nous avons survécu à la contraception et à l'avortement, meurtres de masse. Le Vatican, en 2009, aggrave encore les choses : la négation de l'Holocauste y semble mieux admise que l'avortement d'une gamine. Oui, face à l'histoire brésilienne d'excommunications en série pour l'avortement de cette fillette, violée, enceinte de jumeaux à neuf ans, la question principale vise l'Église, dans sa splendeur vaticane, et par voie de conséquence ceux qu'elle entraîne avec elle, les catholiques ? On les dit malheureux, furieux contre leur hiérarchie ? Répétons-le : le

lien entre les deux affaires n'est pas anecdotique ou simple coïncidence : l'extermination des juifs serait moins grave que la destruction de cellules vivantes sans visage.

Ensuite, en ce XXI<sup>e</sup> siècle où les religions sont à l'honneur, réfléchissons à ce qu'elles font aux femmes. Ma question est simple : quelle religion pense sérieusement le droit des femmes ? Il y a celles qui refusent l'avortement, l'habeas corpus des femmes, maîtrise de la reproduction, et il y a celles, parfois les mêmes, qui refusent la prêtrise aux femmes, c'est-à-dire la parité, dont je rappelle la signification : le partage du pouvoir de décider et d'agir pour le bien commun.

Du côté de la liberté individuelle, de la propriété du corps, et du côté du collectif (comment imaginer et gouverner le monde), les religions préfèrent penser «pour» les femmes plutôt que de les laisser penser «par» elles-mêmes ? Allons-y sans détour : aucune religion ne pense l'égalité des sexes, aucun des trois monothéismes notamment.\* Chrétiens, juifs, musulmans louvoient tous à leur façon pour éviter cette question brutale : l'égalité, doublée de la liberté, pour tous et toutes. On me répond toujours que tout est dans la nécessaire et délicieuse « complémentarité » des sexes ; manière de formuler avec bonne conscience toutes sortes de disparités.

Venons-en enfin à l'actualité politique : je n'écris pas ces lignes pour pester contre les religions en général et leur traitement des femmes en particulier. J'écris pour expliquer que lorsque les féministes s'insurgent contre telle ou telle obligation liée à la religion musulmane, port du foulard ou polygamie, elles savent que la religion chrétienne, aujourd'hui l'Église catholique, peut être tout autant discriminante. Elles connaissent évidemment le soupçon, non négligeable, de bien-pensance colonialiste. Mais elles se savent dans le même bateau, embarcation si fragile du droit des femmes ? Voyez d'ailleurs le peu de considération, pour ne pas dire le mépris accordée par notre gouvernement au Planning familial. Elles se mettent donc dans le même bateau car l'histoire leur enseigne la vigilance.

Le droit des femmes ne s'exporte pas ? Mais il ne se fractionne pas non plus. Et, partout dans le monde, on peut s'en emparer. Ce n'est pas l'Occident et son universalisme qui nous intéressent, ce sont les principes d'égalité et de liberté. (\*) *Derniers livres parus en 2008 : Le privilège de Simone de Beauvoir, Actes Sud et L'Europe des idées, France Culture/L'Harmattan.*